



Westminster & City News

NUMÉRO 14

Du 5 au 11 avril 2019

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCES PUBLIQUES

Le début de l'année budgétaire (1^{er} avril) s'accompagne d'allègements fiscaux pour les ménages – Les plus importants sont les hausses du seuil minimal de l'impôt sur le revenu à 12 500£ (+650£) et de la tranche marginale d'imposition à 40 % à 50 K£ (+3 650£) qui constituaient des promesses de campagne. Ces changements ne s'appliquent pas à l'Écosse (seule Nation où la fixation de l'impôt sur le revenu est dévolue) qui taxe davantage les revenus. Les cotisations sociales (*NIC*) vont toutefois atteindre 12 % sur la fourchette de revenus 46 350 £ - 50 K£. Le seuil en-dessous duquel la valeur d'une résidence n'est pas imposée lors d'un héritage est passé de 125 K£ à 150 K£ (exonération dégressive lorsque la valeur du bien dépasse les 2 M£). Cette exonération s'ajoute au seuil de 325 K£ en-dessous duquel un héritage n'est pas imposé pour les descendants directs qui reste inchangé. La pension de retraite publique a été revalorisée à 168,6£ par semaine (*New State Pension*), en hausse de 2,6 %. Le seuil d'exonération d'impôt sur les plus-values (*Capital gains tax*) passe de 11 700£ à 12 K£.

INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

La croissance du PIB dépasse les attentes en février – Après avoir surpris à la hausse en janvier (+0,5 % sur un mois), le PIB évolue de manière différente que ne le laissaient penser les indicateurs avancés en février (+0,2 %). En effet, les PMI (indicateurs de confiance des directeurs d'achats) présageaient une stagnation. Ces indicateurs ne prennent pas en compte les ventes au détail qui ont été particulièrement dynamiques en ce début d'année grâce à la croissance des salaires réels. Aussi, ces indicateurs ont tendance à exagérer l'impact des incertitudes économiques sur l'économie. L'activité a été soutenue par le dynamisme de la production manufacturière (+0,9 %) qui peut en partie s'expliquer par l'effet temporaire de la création de stock d'entreprises qui se préparent au Brexit. Les services continuent d'afficher une croissance robuste avec le dynamisme croissant de la vente au détail, de l'hôtellerie et de la restauration. Les services aux entreprises et le secteur financier ont toutefois légèrement décliné.

Le coût du travail augmente à son rythme le plus rapide depuis 2013 – Le coût unitaire de main-d'œuvre (soit le coût moyen du travail par unité produite) a augmenté de 3,1 % en 2018 d'après l'[ONS](#). Cette hausse reflète une augmentation des salaires (+2,9 %) bien plus rapide que celle de la productivité horaire (+0,5 %). Cette dernière a par ailleurs décliné sur les deux derniers trimestres de 2018 (-0,2 % puis -0,1 %). Cette mesure de coût unitaire de main-d'œuvre est étroitement suivie par la Banque d'Angleterre qui la considère comme un indicateur avancé de l'inflation domestique. En effet, le Comité de politique monétaire estime qu'étant donné le faible dynamisme de la productivité, même une croissance modérée des salaires se répercutera sur l'inflation. Cette hausse, couplée à la bonne résilience de l'économie, devrait donc conduire à une hausse de taux directeur dont la probabilité n'est estimée qu'à 20 % avant fin 2019 par les marchés.

Un no-deal se traduirait par deux ans de récession d'après le FMI – Même dans un scénario où un no-deal n'occasionnerait pas de perturbation aux frontières et où la détérioration des conditions financières serait limitée, l'économie se contracterait en 2019 et 2020. En 2021, l'économie britannique serait 3,5 % plus petite qu'elle ne l'aurait été dans le scénario central du FMI qui implique une sortie plus ordonnée. Dans un scénario plus sévère impliquant des perturbations aux frontières et une détérioration importante des conditions financières, la croissance

du PIB serait de -1,4 % en 2019 puis -0,8 % en 2020. À long terme, le Brexit devrait coûter 6 % de croissance au RU par rapport à un maintien dans l'Union européenne. L'impact commercial et, dans une moindre mesure, l'impact migratoire du Brexit, seraient les principales causes de ce déclin. L'UE serait également affectée mais l'impact serait environ sept fois plus faible que celui subi par le Royaume-Uni. Le FMI a également baissé ses prévisions de croissance du RU pour 2019 à 1,2 % (-0,3 pt) et 2020 à 1,4 % (-0,2 pt).

COMMERCE ET INVESTISSEMENT

L'augmentation des importations de biens depuis les pays tiers pèse sur la balance commerciale – Selon l'[ONS](#), le déficit pour les biens et services a augmenté de 5,5 Md£ de décembre 2018 à février 2019 en comparaison de la période précédente. Les importations ont augmenté de 3,4 % alors que les exportations ont stagné (prix courant). Le creusement du déficit découle essentiellement de la hausse des importations de biens (+4,8 Md£), en particulier des biens erratiques (+3,5 Md£), les échanges de pétrole et de services s'étant légèrement améliorés. Sur le plan géographique, les importations de biens depuis l'UE ont augmenté de 10 % en g.a. en février 2019, soit 7 pts de plus que la moyenne mensuelle en 2018. Les exportations vers l'UE ont également augmenté de 11 % en g.a. durant la même période, suggérant ainsi que les entreprises ont activé leur plan de contingence de part et d'autre de la Manche. Par conséquent, le creusement du déficit en février découle principalement de la dégradation du solde avec les pays tiers (-3,9 Md£ en g.a.), tirée par une hausse de 26 % des importations.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

BREXIT

Les titres européens pourront être échangés à Londres et à Amsterdam même en cas de no-deal – CBOE a renoncé à ses plans de délocaliser l'ensemble de ses activités d'échange des titres européens de Londres à Amsterdam. Il a déclaré qu'en cas d'extension longue, il ne lancerait pas sa plateforme hollandaise avant de pouvoir offrir l'échange de produits européens et non-européens dans les deux villes. Ce revirement fait suite à des échanges avec la FCA, qui l'aurait convaincu de ne pas transférer ses activités européennes à Amsterdam, malgré les obligations imposées par l'ESMA selon lesquelles les échanges de titres européens ne peuvent avoir lieu que dans un pays de l'UE-27 en cas de no-deal. La FCA pourrait riposter en publiant une liste de titres (y compris de titres d'entreprises européennes) devant obligatoirement être échangés sur territoire britannique.

BANQUES

Standard Chartered écope d'une amende record pour infraction aux règles de lutte contre le blanchiment – L'amende de 102,2 M£ prononcée par la FCA fait suite à une enquête conjointe avec les autorités américaines (amende de 639 M\$) qui a révélé des défaillances fondamentales dans les processus de contrôle interne de Standard Chartered, en particulier pour ses activités de correspondance bancaire et les vigilances appliquées par ses succursales situées aux Émirats arabes unis. La banque n'aurait pas vérifié l'origine des fonds lors du versement de 500 000 £ en espèces à l'ouverture d'un compte aux Emirats, et elle aurait autorisé près de 9 000 transactions (437,5 M\$) impliquant des pays soumis à des sanctions financières. Cette sanction intervient alors que la FCA [annonce](#) vouloir durcir son arsenal de mesures contre le blanchiment qu'elle souhaiterait requalifier en infraction pénale. Une [étude](#) du cabinet Duff & Phelps révèle que les amendes appliquées dans les affaires de blanchiment sont près de trois fois moins élevées que dans les autres dossiers de fraude (corruption, sanctions, évasion fiscale).

RÉGLEMENTATION FINANCIÈRE

Les pratiques abusives dans la distribution de produits d'assurance persistent – Après deux rapports révélant des défaillances en matière de gouvernance et de contrôle des chaînes de distribution des produits d'assurance, un nouveau [rapport](#) de la FCA souligne la persistance de pratiques pouvant porter préjudice aux clients, compte tenu des conditions d'élaboration, de vente et de distribution des produits d'assurance. Les commissions perçues par les distributeurs sont encore excessives et les chaînes de distribution trop exposées au risque de « vente inadaptée » lorsqu'elles sont opérées par des détaillants qui proposent de l'assurance à côté de produits non financiers (voitures, vacances, ...). La FCA a adressé une [lettre](#) aux organismes d'assurance appelant leurs dirigeants à prendre leurs responsabilités sous peine de se voir infliger des sanctions dans le cadre du *Senior management regime*. Deux

entreprises ont déjà été sanctionnées pour mauvaises pratiques (Liberty Mutual pour 5 M£ et Carphone Warehouse pour 29 M£).

La BoE continuera à faciliter l'accès aux espèces malgré la baisse de leur utilisation – [Sarah John](#), la chef de la trésorerie (*cashier*) de la BoE a confirmé que les cartes de débit ont dépassé les espèces comme moyen de paiement le plus répandu au RU en 2017. Si les espèces sont encore utilisées pour un tiers des paiements, il est prévu que ce chiffre tombe à 16% d'ici 2027. Malgré cette tendance, la BoE souligne que les espèces continueront à être utilisées par des populations vulnérables n'ayant pas accès aux services bancaires numériques. Afin de continuer à satisfaire cette demande, la BoE a lancé une initiative en partenariat avec les acteurs privés concernés pour réfléchir à un nouveau modèle de production et de stockage des espèces. La BoE s'est également engagée à moderniser les infrastructures pour assurer le retrait et le dépôt d'espèces.

FINTECH

La banque numérique Tandem Bank veut poursuivre sa croissance en Europe continentale – La banque spécialisée dans les services bancaires par téléphonie mobile compte environ 600 000 clients et serait sur le point de conclure un nouvel investissement au cours des prochains mois. Même si les dirigeants n'ont pas souhaité donner plus de détails sur le montant, il s'agirait d'un investissement supérieur aux 80 M£ collectés lors du rachat de Harrods Bank l'an dernier. Tandem envisage de s'étendre dans plusieurs pays, en commençant par l'Europe continentale d'ici la fin 2019, poussée par le départ du RU de l'UE. Tandem a préféré l'offre de produits d'épargne et de prêts par cartes de crédit à celle de comptes courants comme le font ses concurrents tels que Monzo, ce qui a entraîné une croissance plus lente du nombre d'utilisateurs, mais plus rapide des revenus. En 2017, Tandem a réalisé un chiffre d'affaires total de 5,1 M£ contre 1,8 M£ pour Monzo et en septembre 2018, elle a conclu un accord avec la *venture-capital* Convoy, basée à Hong Kong, afin d'y développer une banque numérique.

Londres pourrait égaler la Californie en nombre de « licornes » – Sur les 29 licornes Fintech (i.e. des sociétés d'une valeur de plus d'1 Md\$), 9 sont basées dans le hub californien et 7 sont à Londres. Selon le dernier [rapport](#) du cabinet de recrutement Robert Walters et du cabinet d'analyse de marché Vacancy Soft, plus d'un tiers du capital-risque Fintech européen a été investi dans des entreprises londoniennes en 2018. Londres dispose d'un financement presque deux fois supérieur à celui de Berlin et le RU affiche un taux d'adoption des technologies de pointe par les consommateurs le plus élevé de tous les pays occidentaux, derrière la Chine et l'Inde. Plus de 50 % des britanniques utilisent les services de Fintech, contre une moyenne mondiale de 33 %. Le rapport prévoit que plus de la moitié des prestataires de services de paiement deviendront exclusivement numériques d'ici 2020 et que Londres rattrapera San Francisco dès cette année. La création d'emplois dans le secteur des technologies de l'information a bondi de 61 % en 2018, ce qui en fait le secteur à la croissance la plus rapide de l'économie londonienne.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Raphaël Bousquet, Marianne Carrubba, Laura Guenancia, Robin Fournier et Louis Martin

Revu par : Philippe Guyonnet-Dupérat

Version du 4 avril 2019

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance 2018	Moyenne sur 3 ans
PIB		1,4%	1,8%
PIB en glissement trimestriel (T4 2018)		0,2%	0,4%
PIB par habitant		0,8%	1,1%
Inflation (IPC)		2,3%	1,9%
Approche par les dépenses	Investissement (FBCF)	0,0%	2,3%
	Consommation	1,9%	2,5%
	Dépenses publiques	0,2%	0,4%
	Exportations (B&S)	0,2%	2,9%
	Importations (B&S)	0,8%	2,9%
Approche par la production	Secteur manufacturier	0,9%	1,2%
	Secteur de la construction	0,7%	4,2%
	Secteur des services	1,7%	2,0%
Parmi les services	Finance et assurances	-1,2%	0,5%
	Ventes au détail	2,6%	3,2%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		2018	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		4,0%	4,5%
Taux d'emploi		75,8%	75,0%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	32	32,1
Productivité horaire**	Croissance annuelle	1,0%	0,8%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	2,9%	2,5%
Salaires réels	Croissance annuelle	0,6%	0,7%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	1,4%	0,8%
Taux d'épargne des ménages		3,8%	5,3%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	2018 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-1,4%	-2,3%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	84,0%	84,2%
Investissement public net	-1,9%	-1,9%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		2018 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-3,8%	-4,4%
Balance des B&S		-1,5%	-1,4%
Balance des biens		-6,6%	-6,6%
Balance des services		5,0%	5,2%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,13	1,17
	GBP/USD	1,29	1,33

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité horaire, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de retard.

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 12 mois (sauf PIB g.t.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.